

Nouveau confinement : 100 000 morts de plus ?

Dr Arnaud Plagnol, psychiatre,
professeur de psychologie à l'Université Paris 8,
docteur en sciences cognitives et en philosophie
27 octobre 2020

[Lien vers l'article original sur UP' Magazine](#)

La vérité sur les morts prématurées induites par le confinement ne pourra plus être occultée et les comptes seront terribles pour les experts et décideurs politiques. Face à l'épidémie de Covid-19, l'échec de la stratégie « Dépister, Tracer, Isoler » (DPI), avec 50 000 contaminations quotidiennes à ce jour, laisse les autorités sanitaires tétanisées. Telles des mules devant l'obstacle, elles n'envisagent que de renforcer les « mesures-barrière » — après l'écarlate, quel coloris pour les villes fautives ? — voire un reconfinement de régions entières, en attendant l'incertain vaccin... Faut-il nous résigner à un nouveau cycle ? Car le rebond actuel était inévitable, la population n'ayant pu s'immuniser avec le (semi)-confinement, et l'on semble revenu à la situation de février 2020, avec la menace de saturation des urgences.

Pas tout à fait quand même. Entre-temps, il y a eu 33 000 décès attribués au Covid-19 — ceci signant l'échec du confinement non ciblé à protéger les personnes vulnérables [1] —, mais aussi l'induction par ce confinement d'un nombre effarant de morts prématurés à venir. Pour une raison étrange, ces morts prématurés ne sont jamais évoqués par le Conseil Scientifique ou le Ministère de la Santé. Nous n'avons même aucune projection relative aux effets délétères du confinement, projection qui pourtant devrait commander toute décision de santé publique à l'impact si lourd.

Effets mortifères du confinement

Cependant, la vérité tragique commence à percer. Par exemple, une [étude de l'Institut Gustave Roussy](#) (Villejuif) prévoit entre 2 % à 5 % de surmortalité sur les cinq ans à venir, en raison du retard de dépistage et de soins pour les cancers. Bien évidemment, un tel retard vaut aussi pour les pathologies cardiovasculaires ou les autres types de pathologies mortelles, et si l'on admet de façon générale 2 % au moins de surmortalité pour ces retards de dépistage ou de soins — sans doute une estimation très basse —, 60 000 décès au moins devraient leur être imputables dans les cinq ans à venir.

Mais il y a eu aussi les morts directes. Par exemple, sur la région parisienne, il a été [constaté le doublement des arrêts cardiaques sur infarctus](#) (ce qui implique aussi une altération grave de l'espérance de vie des victimes lorsqu'elles ont survécu).

Et qu'en est-il de l'impact du report de dizaines de milliers d'interventions chirurgicales ? De l'explosion de facteurs de morbidité majeurs ? Quelle sera la surmortalité pour le million de [personnes pauvres supplémentaires](#) (6 à 8 années de vie en moins) ? Pour les centaines de milliers de personnes en surpoids par confinement (1 à 10 ans d'années de vie en moins) ? Pour les centaines de milliers de personnes ayant déclenché un trouble mental sévère (13 à 16 ans d'années de vie en moins si le trouble persiste) ?

Bien sûr, on peut contester un tel calcul morbide, mais pourquoi n'avons-nous pas d'évaluation publique des effets mortifères de ces décisions de confinement ? Pourquoi des mesures sont-elles prises sans peser leurs conséquences dramatiques potentielles ?

LIRE DANS UP' : [Grand confinement : Histoire d'une hallucination collective ?](#)

Une autre stratégie est possible

N'y aurait-il d'autre stratégie possible que celle du (semi)-confinement en attendant le vaccin ? En fait, la stratégie naturelle dans ce type d'épidémie est de laisser la population non vulnérable s'immuniser tout en protégeant avec tout le soutien affectif et humain nécessaire la minorité de personnes vulnérables (facteurs sévères de risque cardiaque, rénal,

pulmonaire... survenant souvent sur un terrain de grand âge ou d'obésité). Plus de 15 000 chercheurs et médecins dans le monde ont signé [la déclaration de Barrington](#) qui précise les principes d'une telle stratégie de *focused protection* (« protection ciblée ») — une majorité silencieuse de professionnels de santé semble soutenir désormais ce type de stratégie.

LIRE DANS UP' : [Reviement: l'OMS condamne les politiques de confinement](#)

Mais nos experts officiels ont préféré dénigrer systématiquement la notion d'immunisation collective. Une [étude de deux pages](#), présentée sur le blog *Sciences2* du site du Monde comme un calcul scientifique, a prétendu qu'une immunité collective s'obtiendrait au prix d'au moins 100 000 morts en France... Ces experts ont tout simplement ignoré la protection ciblée ! On en est venu à nier ce truisme : plus la population est immunisée, plus les sujets vulnérables sont protégés — alors que la logique de la peur multiplie malheureusement les morts. (Les facteurs de stress, non seulement sont le premier facteur de saturation des urgences, mais accroissent la sévérité de l'infection par le Covid-19.[2])

Dans leur panique, les « autorités » sanitaires ne font que renforcer cette logique de la peur — la saturation des urgences étant d'autant plus redoutée que l'on commence à prendre conscience des conséquences dramatiques des retards de soins pour toutes les pathologies hors infection par le Covid-19 —, et en sont réduites à faire miroiter le vaccin salvateur, se préparant ainsi à vacciner dans une confusion totale la population entière (qui n'en a nul besoin hormis les sujets vulnérables).

LIRE DANS UP' : [Covid-19 : Les 12 mensonges de la peur / Cessons la politique de la peur /](#)

À la fin de l'épidémie, la vérité sur les morts prématurées induites par le confinement ne pourra plus être occultée et les comptes seront terribles pour les experts et décideurs politiques. Les procès sanitaires sont détestables car ils visent généralement des « responsables non coupables », qui ne disposaient pas des connaissances nécessaires pour décider autrement. Mais, s'agissant des effets du confinement, aujourd'hui nous savons. Au moins 100 000 morts prématurés d'ici cinq ans. Une espérance de vie altérée à l'échelle de la population. Un million de nouveaux pauvres... Qui niera avoir été averti ?

JD Michel

<https://jdmichel.blog.tdg.ch/...> — mercredi 28 octobre 2020

Alors que toutes nos autorités nationales (dansant une danse de St-Guy dont d'autres sphères décisionnelles tirent les ficelles) s'appêtent à re-confiner massivement, je me dois ici de continuer à braire dans le désert : **il n'y a aucune utilité avérée à ce type de mesures alors que sa destructivité, aujourd'hui solidement documentée, est rien moins que catastrophique.**

Ce qui pose bien la question de la loyauté de nos gouvernements envers leurs populations.

A ce sujet, la voie judiciaire semble bel et bien la plus solide. Puisque la société civile (comme les parlements) sont en pleine bouffée délirante, il n'y a plus que le droit pour nous ramener sur terre. Le [collectif d'avocats qui a intenté une action collective contre l'OMS](#) marche d'un pas décidé et semble sacrément bien parti.

Des [collectifs, nombreux, de médecins et de scientifiques](#), essaient tant bien que mal de ramener nos autorités sur terre : prétendre "ralentir une épidémie" avec une telle circulation du virus est un projet illusoire, d'autant plus absurde que la réalité dure est là : la Covid-19 ne menace (hors vulnérabilité individuelle rare) que des personnes en fin de vie.

Dans la mesure où (contrairement au printemps) nous savons aujourd'hui que l'intubation est évitable dans la grande majorité des cas de réanimation (une oxygénation non-invasive suffit), la perspective de bloquer nos pays pour quelques milliers de personnes en réanimation ne fait juste aucun sens.

Et ce d'autant moins -je l'ai écrit et ré-écrit ici- que les analyses dont nous disposons montrent que le confinement a *un coût non seulement socioéconomique mais même sanitaire* bien plus élevé que ce qu'il prétend pouvoir éviter.

Nous marchons donc encore et toujours sur la tête. Comme l'exprime un observateur avisé :

"Le gouvernement français est-il en plein désarroi? Si *ce que raconte France Info est vrai*, on dirait qu'il appelle vraiment au secours.

Confronté à une épidémie qui n'est tout de même pas du choléra ou de la typhoïde, il est complétement désemparé: incapable de faire face à un pic momentané d'hospitalisations qui, à ce que les médecins semblent nous dire, sont désormais biens moins graves qu'avant.

Bref, la faillite du leadership politique, la dérouté des compétences individuelles des gérants de la santé publique, et une organisation vétuste et en pleine déliquescence.

Lorsqu'un gouvernement en arrive au point de bloquer toute l'économie à cause de son incapacité (fautive) de gérer des pics d'hospitalisation et qu'il donne la faute à ses administrés, on sait qu'il faut dégraisser.

Le dégraissage devrait se faire par le haut, cette fois. Les soignants ne devraient pas se préoccuper pour leurs postes. Par contre, il y en a pas mal, au sommet de la hiérarchie de la santé publique, qui devraient déjà commencer à se chercher un nouveau boulot."

Je partage ici une tribune rédigée par le Dr Arnaud Plagnol, psychiatre, professeur de psychologie à l'Université Paris 8, docteur en sciences cognitives et en philosophie, publiée hier sur le site UP' Magazine. Il y résume fort bien ce dont il est question et pourquoi de nouveaux confinements sont tout sauf une bonne idée.

J'observe d'ailleurs que dans l'ensemble les médecins-psychiatres (dont nous avons publié nombre d'articles sur ce blog) sont bien plus censés, perspicaces et réfléchis que nombre d'autres médecins (épidémiologistes, virologues et infectiologues notamment) qui squattent les plateaux de télévisions et monopolisent hélas les oreilles de nos dirigeants...

Comment arrêter ceux-ci dans leur course en avant suicidaire (pour les autres, pas pour eux), voici la question qui se pose urgemment à nous. Et ce n'est pas une divertissante spéculation de salon : **la moitié des PME européennes -d'après une enquête de Mac Kinsley-** redoutent de ne plus être en activité dans une année.

Au Royaume-Uni, ce ne sont *pas moins de 6 millions de TPE et PME et 16 millions d'emplois qui sont menacés* !

Les mesures que prennent les gouvernements occidentaux en pleine bouffée délirante sont rien moins qu'homicides, ceci pour pallier à une surcharge qui serait gérable avec un peu de bon sens et d'agilité.

On ouvre les yeux et on se bouge ou on regarde simplement nos sociétés s'effondrer par un monstrueux défaut de pilotage ?!